

COMMÉMORATIONS DES HOMMAGES À EREVAN ET À TRAVERS LE MONDE ENTIER POUR LE CENTIÈME ANNIVERSAIRE

Arménie : émotion et toujours négation

Des centaines de milliers d'Arméniens ont commémoré hier les massacres perpétrés par les Turcs ottomans à partir de 1915. Mais le mot « génocide » a encore été manié avec précaution dans plusieurs pays.

À Erevan, l'heure était au recueillement hier. Des centaines de milliers d'Arméniens ont commémoré le génocide perpétré par les Turcs ottomans à partir de 1915 (1,5 million de morts), avec notamment un hommage solennel en présence de François Hollande. Le Président français a affirmé : « Il y a en Turquie des mots, et des mots importants, qui ont déjà été prononcés mais d'autres sont encore attendus pour que le partage du chagrin puisse devenir le partage d'un destin ». Vladimir Poutine a été plus direct : « Rien ne peut justifier des massacres de masse ». Mais Ankara a « rejeté et condamné » ces propos. Après cette cérémonie solennelle qui a réuni des délégations de près de 60 pays, une foule émue d'Arméniens venus du monde entier est allée en procession se recueillir au Mémorial du génocide, déposant près de

la flamme éternelle des monteaux de fleurs et des bougies. « Je suis ici pour montrer que les Arméniens n'oublieront jamais ce qui s'est passé il y a un siècle. Nous voulons que la Turquie reconnaîsse sa culpabilité et s'excuse », a déclaré Sevan Gedelekian, Arménien de la diaspora venu spécialement du Liban.

« J'espère que le centenaire sera un tournant dans la lutte des Arméniens pour la reconnaissance du génocide », a déclaré Ani Sahakyan, jeune femme âgée de 37 ans.

Les « condoléances » d'Erdogan

Des cérémonies ont également été organisées par la diaspora arménienne de Los Angeles à Stockholm, en passant par Marseille, Valence, Lyon, Beyrouth, Téhéran ou Jérusalem.

À Istanbul, une centaine de personnes se sont réunies devant l'ancienne prison où furent détenus les premiers Arméniens arrêtés le 24 avril 1915, lors de la rafle qui a marqué le coup d'envoi des massacres. Ils ont duré deux ans. Pour la première fois, un ministre turc a participé à une messe d'hommage célébrée au patriarchat arménien de l'ancienne Constantinople. « Nous respectons les souffrances vécues par nos frères arméniens. Nous



■ Des délégations de près de 60 pays étaient à Erevan hier. Photo AFP



■ Hier, devant le consulat de Jérusalem, de grands rassemblements. Photo AFP

Pas de décision au sujet des navires Mistral

François Hollande et son homologue russe Vladimir Poutine se sont entretenus hier en marge des commémorations du centenaire du génocide arménien. Alors que plusieurs sujets épiqueux ont été abordés, aucune décision n'a été prise concernant le sort des navires Mistral. « J'en ai fixé les bases : soit le Mistral est livré, ce qui n'est pas aujourd'hui notre décision, soit il sera remboursé dans des formes que nous avons à discuter », a déclaré le président français. « Pour l'instant aucune décision n'est prise. » François Hollande avait admis pour la

première fois mercredi que la France pourrait être amenée à « rembourser » les sommes déjà versées par la Russie pour l'acquisition de deux navires de guerre Mistral, dont la livraison est suspendue depuis novembre en raison de la crise ukrainienne. Quelques jours plus tôt, le président Poutine avait clairement signifié de son côté que la Russie entendait être remboursée par Paris des sommes déjà versées pour ce contrat, évalué à près d'1,2 milliard euros et conclu en juin 2011 sous la présidence de Nicolas Sarkozy.

UNION EUROPÉENNE AU LENDEMAIN DU SOMMET EUROPÉEN EXTRAORDINAIRE SUR LA QUESTION Migrants : l'Europe renforce Triton

Hier, au lendemain de la pression migratoire sur l'Europe, ont encore débarqué en Sicile 84 migrants sauvés de justesse au large des côtes libyennes. Et tout laisse prévoir un flux continu, dans les semaines à venir. « J'aurais aimé que nous soyons plus ambitieux », a commenté le président de la Commission, Jean-Claude Juncker, à l'issue du sommet. La principale décision, une opération militaire contre les navires des trafiquants, reste soumise à l'obtention d'un mandat de l'ONU. François Hollande devait en parler hier à Vladimir Poutine, et Matteo Renzi au secré-

taire général de l'ONU. La déception de Jean-Claude Juncker naît également du refus d'un programme d'accueil de 5 000 réfugiés syriens, qui auraient été répartis entre les pays de l'Union.

La seule décision à effet (presque) immédiat est le triplement du budget de l'opération Triton de surveillance et de contrôle en Méditerranée. « C'est un signe de solidarité financière avec l'Italie », souligne Yves Bertoncini, directeur de l'Institut Jacques Delors. Il ajoute : « Il faudrait maintenant qu'elle se traduise aussi par une solidarité dans la prise en charge des réfugiés ». C'est contraire à la règle actuelle de l'Union,



■ Nouvelle arrivée de migrants, hier à Catane (Italie). Photo AFP

voulant que le réfugié soit pris en charge par le premier État de l'Union où il est entré. La chancelière Angela Merkel a bien évoqué la possibilité

de réviser ce « règlement de Dublin II », mais cela prendra du temps – si cela réussit, ce dont on peut douter. ■

MACÉDOINE

Des clandestins meurent écrasés par un train

Quatorze clandestins, originaires de Somalie et d'Afghanistan, ont péri écrasés par un train jeudi soir dans le centre de la Macédoine. Les clandestins ont été aperçus assis sur la voie ferrée par le machiniste d'un train en provenance de Grèce, qui n'a pas pu les éviter.

KENYA

Les piétons indisciplinés bientôt verbalisés ?

La sécurité routière envisage d'inculper de « tentative de suicide » les piétons qui ne respecteraient pas le code de la route, pour juguler la hausse des accidents. « Nous envisageons des peines plus sévères pour les piétons qui traversent en dehors de clous, et notamment de les incriminer pour tentative de suicide », affirme Francis Meja, le chef de la sécurité routière. La tentative de suicide est illégale au Kenya et peut valoir jusqu'à deux ans de prison ou une amende, ou bien les deux.